

NOTES ECONOMIQUES

LES PROJETS DE MONOPOLE EN RUSSIE

Il existe dans l'opinion publique, en Russie, et spécialement dans la Douma, un courant d'esprit en faveur de la création de monopoles d'Etat, dont l'exploitation, croit-on, fournirait au Trésor public des ressources précieuses. Le Gouvernement ne paraît pas convaincu de la valeur de cette méthode, mais, pour des considérations de diverses natures, ne croit pas devoir prendre position contre les projets déposés. C'est ce qui ressort de déclarations formulées à la Douma par le ministère des Finances et que le "Rietch" résume en ces termes :

"Personnellement, je suis adversaire de toute idée de monopolisation ; mais, comme la Douma, le Conseil d'Etat impérial et la presse se sont tous prononcés en faveur de l'établissement de monopoles, je ne me crois pas le droit de m'y opposer. J'ai donc ordonné l'élaboration de plusieurs projets de monopoles. Mais je suis convaincu qu'il faut procéder dans cette matière avec beaucoup de précautions, autrement on risquerait d'arriver à de très mauvais résultats. Rien n'est plus difficile et plus délicat que l'opération qui consiste à transmettre une industrie privée dans les mains de l'Etat."

Avant d'établir un monopole quelconque, a fait remarquer le ministre, il faut d'abord s'assurer que ce monopole donnerait à l'Etat plus de revenus que le régime en vigueur. Il faut ensuite être assuré que l'Etat pourra fournir aux consommateurs des produits de bonne qualité en quantités suffisantes et à des prix abordables, ce qui est absolument impossible en temps de guerre.

"Tous les brillants espoirs fondés sur les monopoles sont vite dissipés à la lumière d'un examen sérieux.

"Le monopole du thé, dont on espérait un revenu annuel de deux cents millions de roubles, ne pourra donner au maximum que vingt millions de roubles.

"L'impôt sur le tabac, qui rapportait en 1910 cinquante millions de roubles, donnera en 1916 cent quatre-vingt-neuf millions, et une légère augmentation de l'impôt pourrait éléver ce total à deux cents dix millions pour l'année 1916. Or, si on établissait le monopole du tabac, le public aurait du tabac de mauvaise qualité et l'Etat n'en retirerait même pas deux cents millions.

"Il en est de même avec le sucre. L'impôt sur les sucre donnera en 1916 deux cents millions de roubles. La consommation du sucre augmente continuellement. L'Etat fait tout son possible pour aider à cette augmentation, et si nous réussissions à doubler la consommation, cet impôt donnerait quatre cents millions par an au Trésor. Or, la monopolisation de l'industrie sucrière ne donnerait jamais à l'Etat une pareille somme."

Les seuls monopoles pratiques, estime M. Bark, ce sont les monopoles du commerce et surtout du commerce de produits syndicalisés.

"Par exemple, le commerce du sucre raffiné, qui se trouve dans les mains d'un Syndicat, pourrait être monoplisé dans le but de protéger les intérêts des consommateurs et pour en développer la consommation."

M. Bark paraît d'ailleurs convaincu que des expédiants financiers ne sauraient suffire à faire face à la situation. Ce qui est nécessaire c'est l'élaboration d'un plan permettant l'exploitation des ressources naturelles de la Russie.

"Tout d'abord, il est urgent de faire l'inventaire de ces richesses, car nous en ignorons nous-mêmes l'étendue.

"Pour leur exploitation ce qu'il y a de plus urgent c'est l'amélioration des voies de communication et surtout la construction de chemins de fer. Le développement économique de la Russie est absolument impossible sans l'établissement d'un vaste réseau de chemins de fer et pour cela il faut attirer les capitaux étrangers. Seulement en ce qui concerne les industries privées, il faut prendre garde de ne pas permettre aux étrangers de s'en accaparer. Que des capitaux étrangers viennent en Russie aider au développement de notre industrie, il n'y a rien à dire contre, c'est utile et même indispensable. Mais il ne faut jamais oublier que les industries russes ne doivent pas tomber, directement ou indirectement aux mains des étrangers."

Ces dernières réflexions auraient dû s'imposer en Russie depuis plusieurs années. La Russie n'est d'ailleurs pas le seul pays d'Europe où l'on ait fini par s'apercevoir des inconvénients qu'il y a à fermer les yeux sur l'invasion économique des étrangers.

L'ELEVAGE EN SUISSE

L'élevage du bétail étant une des sources les plus importantes du revenu de la Suisse a toujours été l'objet d'une sollicitude particulière de la part du gouvernement fédéral, qui a notamment favorisé la création de sociétés d'éleveurs, en vue surtout d'une amélioration de la race bovine. M. Joseph Frey, gérant de la Fédération des Syndicats suisses pour l'élevage des bovins de race brune, à Lucerne, a publié à ce sujet, dans le "Bulletin des Institutions économiques et sociales," une étude au cours de laquelle nous notons que les coopératives suisses d'élevage sont actuellement au nombre de 50 dans lesquelles ne sont pas compris les groupements qui s'occupent seulement d'entretenir les taureaux en vue de la reproduction :

"Les coopératives suisses d'élevage du bétail ont au

Le destructeur de mouches non vénéneux

Sans danger, Hygiénique, Sûr

Attrape 50,000,000,000 de mouches
chaque année

Tanglefoot